

## FICHE DE LECTURE

### **La pratique de la Chine**

**André Chieng**

*Grasset, Paris, 2006.*

**Jean-Luc Gaffard**

*Université de Nice-Sophia Antipolis, IUF et OFCE-DRIC*

**L**a *Pratique de la Chine* est un ouvrage original. Écrit par un praticien des affaires, destiné à éclairer les entrepreneurs soucieux de s'implanter en Chine, il relève à bien des égards d'une réflexion philosophique fortement inspirée des travaux de François Julien. Ce n'est donc pas un de ses livres de recettes pour kiosque de gare ou d'aéroport, dont la vacuité n'a en général d'égal que la dangerosité. C'est un vrai livre qui aidera celui qui veut bien prendre le temps d'en comprendre la finesse. Le fil conducteur tient dans une double conviction de l'auteur. Les fondements de la pensée chinoise, qui la distinguent de la pensée occidentale, constituent, aujourd'hui, un atout pour le développement de la Chine, alors qu'ils ont pu apparaître, dans le passé, comme un obstacle. Il n'y a pas de réussite possible pour ceux qui ont la prétention de s'inscrire dans le bouleversement en cours s'ils ne comprennent pas le sens profond de cette pensée, souvent aux antipodes de la pensée occidentale.

En s'appuyant sur l'expérience acquise dans les affaires, ainsi que sur des considérations philosophiques, géopolitiques ou architecturales, André Chieng nous livre les clés de ces fondements dans une succession de chapitres conçus autour de thèmes articulés les uns aux autres et qui concourent à développer une idée centrale : le mouvement compte davantage que la cible.

Le premier chapitre oppose la vérité au détour. Les points de vue sont multiples. La vérité est complexe, changeante et présente, finalement, peu d'intérêt. Il n'y a pas de position objective, il n'y a pas de règle intangible, la porte est toujours ouverte à des interprétations diverses. Aussi, la pensée chinoise procède-t-elle par détour. Faute de définition connue et intangible, il convient d'explorer le champ des possibles sans jamais considérer que les faits sont absolument identiques ni vouloir appliquer des règles strictes.

---

[jeanluc.gaffard@ofce.sciences-po.fr](mailto:jeanluc.gaffard@ofce.sciences-po.fr)

---

Octobre 2007

Revue de l'OFCE 103

Le deuxième chapitre oppose l'idée de création à celle de transformation. D'un mal peut sortir un bien, d'un bien peut sortir un mal, il n'y a pas à répondre dans l'instant pour conjurer ce qui est alors présenté comme un mal. Il faut choisir le moment, comprendre la tendance. La contingence et le respect des particularismes comptent autant que les principes. Il n'y a pas de forme idéale, mais une interaction continue entre facteurs opposés et complémentaires.

Le troisième chapitre souligne les vertus de la contradiction en se référant explicitement à la pensée de Mao Zedong qui a très tôt reconnu la fécondité de la lutte des contraires et tenté de faire la différence entre les contradictions conciliables et antagonistes. Considérer que « l'exception confirme la règle » n'a pas de sens parce que l'exception est naturelle. Le chemin est semé de contradictions qui sont le moteur de la transformation. Des contradictions subsistent, celles qui seront résolues seront remplacées par d'autres, le négatif contribue à l'évolution et peut se montrer utile.

Le quatrième chapitre oppose le héros au stratège. Le stratège est toujours préféré au héros. Il en est presque l'antithèse. La capacité de gérer une situation est plus importante que l'action au point de la rendre facile sinon même inutile. L'homme ne peut pas changer le monde par sa seule volonté ou sa seule action. Mais il peut faire que les choses tournent en sa faveur.

Le cinquième chapitre est une sorte de synthèse qui met en scène deux visions de l'efficacité. Dans la pensée chinoise, elle n'est pas l'étalage d'une force supérieure dans l'action, mais elle réside dans la préparation et la négociation. Elle naît du processus et de la capacité d'adaptation à la réalité. La combinaison de facteurs compte davantage pour être efficace que la qualité de chacun d'eux. Le tout n'est pas d'aller vite et fort mais d'agir au bon moment.

Le sixième chapitre souligne la continuité qui caractériserait la société chinoise: une société d'agriculteurs depuis des temps immémoriaux et non de pasteurs; une société fortement hiérarchisée, faite de l'emboîtement des communautés, une société gouvernée par les lettrés — fonctionnaires davantage que par le chef suprême. Dans cette société, « le bien individuel provient du bien de l'ensemble du groupe », alors que dans la société occidentale « le bien collectif doit s'obtenir par la poursuite des intérêts individuels » (p. 224). Le parti communiste incarnerait fondamentalement cette continuité, ce qui ne serait pas sans expliquer l'efficacité de son action présente.

L'observation centrale qui parcourt le livre est que « l'Occident pense les choses statiquement alors que la Chine les pense dynamiquement » (p. 98). Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de nier la force de la pensée occidentale: « Personne ne conteste l'efficacité de la modélisation dans la transformation matérielle du monde » (p. 79). Mais il

s'agit de s'interroger sur la pertinence d'appliquer la même méthode essentiellement statique à l'analyse et à la pratique de l'évolution des sociétés humaines. La manière différente d'envisager le mouvement dans la pensée chinoise est à l'opposé d'une vision purement mécanique. Concrètement, face au défi du passage à l'économie de marché, elle conduit à privilégier le gradualisme et à rejeter la thérapie de choc. Pour Deng Xiaoping, il faut « tâter les pierres pour traverser la rivière », quand Vaclav Havel déclare qu'« on ne franchit pas un précipice en deux bonds » (p. 180 et p. 259). Ce qui a pu justifier, ou semblé justifier l'immobilisme et le fatalisme devient le facteur décisif de la réussite du changement, non pas de la transition vers une société libérale aux contours bien établis, mais de la viabilité d'une évolution dont le point d'aboutissement est inconnu et, peut-être, sans importance. Suivant cette perspective, la notion de rattrapage reste circonspecte, ne serait-ce que parce qu'elle suppose d'avoir défini préalablement une cible qui, en fait, n'existe pas. Le rapport qu'entretient l'économie de marché avec les institutions demeure complexe, mais surtout l'émergence des institutions est un long processus et les contours de ce qui doit advenir ne sauraient être connus *a priori*.

L'ouvrage est conçu pour aider l'homme occidental à comprendre ce grand pays qui s'éveille. Mais il a aussi un intérêt évident pour l'économiste contemporain en l'invitant à reconsidérer sa méthode. Il ne s'agit pas de bouleverser les protocoles de l'analyse économique, mais seulement de changer le regard que l'on porte sur les économies en mouvement. Un aspect, sans doute central, de ce changement consiste à penser que la technologie, loin d'être une sorte de pré-requis définitivement établi du processus d'innovation, en est le résultat: un résultat étroitement dépendant de ce qui se passe en chemin, des interactions entre différents facteurs ou différents agents. Une telle vision de la technologie est conforme à la conviction que la transformation importe davantage que la création elle-même, que la vérité cède devant le détour, que l'efficacité dépend de la capacité de transformation et non de l'objet lui-même. Elle s'enracine dans une idée centrale de la pensée économique occidentale, commune aux économistes classiques, à la tradition autrichienne poursuivie par Joseph A. Schumpeter et reprise par John R. Hicks, prix Nobel en 1972: la production prend du temps; il faut construire une capacité de production avant de pouvoir en faire usage. Mais la conséquence de cette représentation temporelle de la production et du développement des technologies n'est pas toujours perçue. Elle implique pourtant que ce qui arrivera demain dépendra de ce qui arrive aujourd'hui et de ce qui est arrivé hier. Or ce qui arrive en cours de route est avant tout déterminé par la façon dont les individus et les groupes réagissent aux déséquilibres qui ne manquent pas de survenir comme effet des mutations jamais totalement prévisibles de l'environnement. Il ne devrait pas, alors, être imaginé qu'il est possible de décomposer le système économique et de parvenir à des

situations localement optimales, isolées du reste et qu'il est, par suite, possible de traiter ces situations séparément au moyen de thérapies qui leur sont uniquement dédiées. Ainsi, s'agissant de la pratique de la Chine, il est significatif d'observer que l'existence de créances douteuses des banques, l'excès d'épargne et les défauts de gestion des entreprises d'État sont autant d'éléments, qui, pris isolément, ne peuvent que faire douter de l'efficacité de l'ensemble, alors, que, pris ensemble, ils révèlent une réelle capacité d'adaptation et donc de viabilité. La question posée est de déterminer comment maîtriser les déséquilibres inhérents au processus de changement et éviter une spirale destructrice. Il n'est qu'à se poser cette question pour se rendre compte qu'éliminer les créances douteuses aurait pour effet de mettre en faillite les entreprises d'État et de mettre au chômage des millions de personnes. « Le choix de la Chine fut donc d'accepter une dose importante de créances douteuses qui fragilisent les banques, de renforcer ces dernières en obligeant l'épargne chinoise à s'y investir, ce qui fut fait en limitant les autres possibilités d'investissement. L'ensemble n'est pas optimal, mais il préserve l'équilibre provisoirement, le temps que la Chine puisse résoudre en profondeur les problèmes posés par ses entreprises d'État. *A contrario*, une solution trop rapide et brutale des problèmes du secteur bancaire risquerait de plonger l'ensemble de la Chine dans l'anarchie » (p. 263). Loin des prescriptions d'une certaine théorie économique, tout entière tournée vers l'identification de trajectoires optimales, qui aboutit à édicter des règles intangibles de comportement, il s'agit de contenir des déséquilibres et des conflits inévitables.

Ce serait pourtant une erreur que de croire que la pratique occidentale est très éloignée de celle de la Chine. Les États-Unis, comme la Chine, soutiennent la croissance dans le but de rendre les inégalités internes acceptables et d'éviter que n'éclatent des conflits d'intérêts, ceci en acceptant l'existence de dysfonctionnements partiels. Seule de tous les grands acteurs de la vie économique mondiale, l'Union européenne, sans doute en raison des conditions politiques de sa mise en œuvre, a réduit la politique économique à l'application de règles intangibles censée produire une trajectoire optimale. Le débat fondamental, certainement irrigué par l'expérience chinoise, concerne précisément la façon de conduire des économies et des sociétés confrontées à des changements de leur environnement, tenues de contenir les déséquilibres inhérents à ces changements, et devant procéder à des arbitrages entre objectifs ou intérêts divergents. Ce débat traverse la pensée économique occidentale, mais il est vrai que la partie évolutionnaire reste ou est devenue très minoritaire. C'est tout l'intérêt du livre d'André Chieng que d'intervenir dans ce débat pour souligner la pertinence pratique et théorique d'une approche de la gestion des sociétés, qui accorde une place prépondérante aux conditions de viabilité de l'évolution plutôt qu'à l'optimalité de l'équilibre.